



COUNCIL OF THE EUROPEAN COMMUNITIES
GENERAL SECRETARIAT



PRESS RELEASE

5049/88 (Presse 33)

1230th Council meeting
- General Affairs -
Brussels, 22 March 1988

President: Mr Hans-Dietrich GENSCHER
Federal Minister for Foreign Affairs
of the Federal Republic of Germany

The Governments of the Member States and the Commission of the European Communities were represented as follows:

Belgium:

Mr Leo TINDEMANS	Minister for Foreign Affairs
Mr Paul DE KEERSMAEKER	State Secretary for European Affairs

Denmark:

Mr Jakob Esper LARSEN	Permanent Representative
-----------------------	--------------------------

Germany:

Mr Hans-Dietrich GENSCHER	Federal Minister for Foreign Affairs
---------------------------	--------------------------------------

Greece:

Mr Theodoros PANGALOS	Deputy Minister for Foreign Affairs
-----------------------	-------------------------------------

Spain:

Mr Pedro SOLBES	State Secretary for Relations with the European Communities
-----------------	-------------------------------------------------------------

France:

Mr Jean-Bernard RAIMOND	Minister for Foreign Affairs
-------------------------	------------------------------

Ireland:

Mr Brian LENIHAN

Minister for Foreign Affairs

Italy:

Mr Luigi FRANZA

State Secretary,
Ministry of Foreign Affairs

Luxembourg:

Mr Robert GOEBBELS

State Secretary for Foreign
Affairs

Netherlands:

Mr P.R.H.M. VAN DER LINDEN

State Secretary for European
Affairs

Portugal:

Mr João de DEUS PINHEIRO

Minister for Foreign Affairs

Mr Vitor MARTINS

State Secretary for European
Integration

United Kingdom:

Sir Geoffrey HOWE

Secretary of State for Foreign
and Commonwealth Affairs

o

o

o

Commission:

Mr Jacques DELORS

President

Mr Henning CHRISTOPHERSEN

Vice-President

Mr Claude CHEYSSON

Member

Mr Willy DE CLERCQ

Member

FOLLOW-UP TO THE CONCLUSIONS OF THE EUROPEAN COUNCIL

The Council took stock of progress in implementing the conclusions of the European Council meeting from 11 to 13 February 1988 in the various areas concerned.

The Council is to return to the matter at its next meeting in April.

RELATIONS WITH HUNGARY

The Council heard a statement by Mr DE CLERCQ on progress in negotiations with Hungary for the conclusion of a trade and co-operation agreement. The Council emphasized the importance it attached to the swift completion of those negotiations.

MISCELLANEOUS DECISIONS

Relations with Cyprus

The Council adopted, in the official languages of the Communities, the Regulation opening and providing for the administration of two Community tariff quotas for carrots (2 625 tonnes at 6,1% duty for the period 1 April to 15 May 1988) and aubergines (egg-plants) (315 tonnes at 5,8% duty for the period 1 October to 30 November 1988) originating in Cyprus.

Relations with the USA

The Council adopted, in the official languages of the Communities, the Decision authorising the Commission to negotiate an agreement with the United States of America on procedures for monitoring shipments of hazardous waste.

Bruxelles, le 22 mars 1988.

Note Bio(88)100 aux bureaux nationaux
cc. aux membres du service du Porte-Parole

433

Conseil Affaires Générales :

(F. LE BAIL)

Avant de se réunir en coopération politique, le Conseil a traité de trois problèmes :

* Mise en oeuvre du Conseil Européen :

Au cours d'un débat extrêmement bref, le Président du Conseil s'est félicité du travail accompli par les Ministres de l'Agriculture qui se sont mis d'accord sur tous les stabilisateurs sauf celui sur le vin. Le Président Delors pour sa part a indiqué que le règlement cadre sur les politiques d'accompagnement serait transmis au Conseil à la fin de cette semaine. La délégation italienne qui n'était pas représentée au niveau ministériel a fait état de ses problèmes "d'analyse" des conclusions du Conseil Européen.

* Hongrie :

Ce point était à l'ordre du jour à la demande de la Commission. Il a permis à Mr De Clercq d'exprimer la déception de la Commission devant la lenteur des progrès réalisés et de souligner la différence entre les discours politiques faits par les Etats membres et leur attitude dans la négociation. Il a indiqué qu'il avait rencontré le week-end dernier à Constance le Ministre du Commerce hongrois, Mr Marjal, à qui il avait demandé de faire preuve de bonne volonté et d'assouplir la position de la Hongrie dans cette négociation, position qui a été jusqu'à présent très ferme.

Mr De Clercq a insisté sur la volonté de la Commission de finaliser l'accord avec la Hongrie au cours de la présidence allemande et a indiqué qu'il espérait pouvoir présenter à la prochaine session du Conseil le 25 avril, un projet d'accord. Cette intervention n'a fait l'objet que d'une seule réaction, celle de la délégation allemande et du Président du Conseil qui ont souligné leur volonté de conclure au cours de leur présidence et précisé qu'il y avait en Hongrie un intérêt considérable pour un accord avec la Communauté.

* Protocoles Israéliens :

Le Conseil a décidé de renvoyer au Parlement les trois protocoles Israéliens sur lesquels il n'y avait pas eu au Parlement de majorité pour donner un avis conforme. Cette décision a été prise sur proposition de la présidence et après intervention de plusieurs délégations qui ont fait valoir que cette décision de procédure devait être accompagnée d'une position nette de la Communauté sur le fond à savoir notamment que Commission et Conseil n'acceptent pas davantage que le Parlement, le blocage des exportations palestiniennes par Israël.

Mr Cheysson a souligné que les protocoles n'avaient pas été rejeté et qu'il n'y avait donc aucune raison d'en modifier le texte. Conseil et Commission, a-t-il dit, comptent sur la sagesse du Parlement pour reprendre le débat au moment opportun.

Faisant le point sur les exportations palestiniennes, Mr Cheysson a indiqué que dans la pratique les difficultés existaient pour les exportations de produits agricoles. Ces difficultés sont provoquées par une agence d'Etat Israélienne AGREXCO qui souhaite maintenir son monopole sur le commerce des produits agricoles. La réunion du Comité Interministériel Israélien chargé de cette affaire avec les exportateurs palestiniens - qui a eu lieu le 13 mars dernier - a fait apparaître deux exigences inacceptables de la part des Israéliens. Ils souhaitent que des licences d'exportation Israéliennes soient émises par le Ministère de l'Agriculture et que celui-ci puisse mettre un veto à l'exportation des produits palestiniens pour des raisons commerciales.

Mr Cheysson a demandé que la pression soit maintenue sur le Gouvernement Israélien. Une nouvelle démarche sur ce problème sera faite incessamment par la Communauté.

Matériel diffusé :

-
- IP 167 - Extraits du discours de Mr Mosar au "3ème symposium sur les nouvelles technologies pour l'exploration et l'exploitation des ressources de pétrole et de gaz" à Luxembourg
 - IP 169 - la Commission approuve les aides de plus de 1.700 millions de FF en faveur de l'industrie houillère française en 1988
 - IP 170 - Quotas de pêche supplémentaires dans les eaux suédoises
 - Mémo 48 - visite officielle de Mr Cheysson en Inde
 - Mémo 51 - Conseil environnement
 - Economie européenne : tendances conjoncturelles, 2/88

Amitiés,


C.D. Ehlermann.